

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure à l'encontre de la société AIRBUS
OPERATIONS SAS pour son établissement de Clément Ader sur la commune de
COLOMIERS**

N°3

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le code de l'environnement, et son titre II du livre V relatif aux produits chimiques, biocides et substances à l'état nanoparticulaire, et notamment les articles L. 521-17 et suivants concernant les contrôles ;

Vu le règlement (UE) 2019/1021 du parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants (POP), notamment l'article 3 et l'annexe I ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 portant autorisation à la société AIRBUS OPERATIONS SAS située à TOULOUSE sur le site de « Clément Ader » d'exploiter une installation de construction aéronautique ;

Vu le rapport de la visite du 17 juillet 2025, transmis le 31 juillet 2025 à l'exploitant pour qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de quinze jours, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les éléments en réponse transmis par la société AIRBUS OPÉRATIONS SAS par courriel du 7 octobre 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 6 novembre 2025 ;

Considérant que l'article 3 du règlement (UE) 2019/1021 du 20 juin 2019 susvisé concernant les polluants organiques persistants prévoit que les substances qui figurent à l'annexe I sont interdites et que cette annexe I précise dans un tableau les dérogations spécifiques à leur utilisation ;

Considérant que le PFOS (acide perfluorooctane sulfonique) et le PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique) sont listés à l'annexe I du règlement susvisés ;

Considérant que l'exploitant dispose sur son site de plusieurs centrales de protection incendie contenant des mousses anti-incendie ;

Considérant que suite à l'inspection du 17 juillet 2025, et après analyses de deux de ces mousses anti-incendie, l'exploitant a indiqué la présence de PFOS et de PFHxS dans des concentrations non autorisées pour l'utilisation prévue sur le site ;

Considérant les contraintes techniques liées aux changements des mousses anti-incendie (protocole de rinçage, changement d'équipement, mise en place de mesures transitoires....) ;

Considérant que l'utilisation de mousse anti-incendie contenant des polluants organiques persistants est susceptible d'occasionner une pollution pour les sols ou l'eau ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 121-17 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AIRBUS OPÉRATIONS SAS de respecter les dispositions de l'article 3 du règlement susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été porté à la connaissance de la société AIRBUS OPERATIONS SAS par courriel avec accusé de réception du 10 novembre 2025 afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant la réponse de l'exploitant par courrier du 24 novembre 2025 ;

Sur proposition de la cheffe de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,

Arrête :

Art. 1^{er} : La société AIRBUS OPERATIONS SAS est mise en demeure, pour son site de Clément ADER situé sur la commune de COLOMIERS, de respecter les dispositions de l'article 3 du règlement (UE) 2019/1021 du parlement européen et du conseil du 20 juin 2019 en remplaçant les mousses anti-incendie contenant du PFOS et ses dérivés et du PFHxS et ses dérivés sous un délai de **vingt-quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant justifie l'avancement des travaux de mise en conformité en transmettant :

- sous **un mois**, un référencement des centrales de protection incendie de son site contenant des mousses anti-incendie non conformes aux dispositions du règlement susvisé ;

- sous **deux mois**, une feuille de route pour la mise en conformité (définition des étapes, planning prévisionnel...);
- sous **six mois**, un cahier des charges pour le remplacement des mousses anti-incendie en spécifiant les mesures transitoires prévues afin d'assurer la défense incendie;
- sous **six mois**, un plan de gestion des mousses anti-incendie précisant pour chaque centrale de protection, les mesures de collecte et de traitement en cas de mise en œuvre des mousses anti-incendie;
- sous **neuf mois**, un bon de commande pour le remplacement des mousses anti-incendie.

Art. 2 : Le délai spécifié au premier alinéa de l'article 1 peut être prolongé sur demande motivée de l'exploitant en cas de contraintes techniques et économiques impactant directement le respect dudit délai. La demande de prolongation de l'exploitant est notifiée à l'inspection des installations classées par écrit en amont de l'expiration du délai spécifié au premier alinéa de l'article 1.

Art. 3 : Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par l'article L. 521-18 du code de l'environnement. Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Art. 4 : Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 5 : Conformément aux articles L. 171-11 et suivants du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de TOULOUSE, dans un délai, prévu à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la présente décision. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Art. 6 : Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, la cheffe de l'unité interdépartementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AIRBUS OPERATIONS SAS.

Fait à Toulouse, le **13 JAN. 2026**

Pour le préfet de la Haute-Garonne

En par délégation :
Le secrétaire général,



Baptiste MANDARD

